

Identité nationale ?

Douce France par [Denis Sieffert](#)

Quand tout va mal, en France, que fait-on ? Quand le chômage explose, que les suicides se multiplient dans les entreprises, que les scandales se succèdent en haut lieu, que les mensonges d'État rendent incrédule la Terre entière, que la discorde s'insinue jusque dans les antichambres du pouvoir, que fait-on ? Eh bien, on ouvre un « grand débat sur l'identité nationale ». Ou, si vous préférez, on s'en prend aux Arabes. Je sais bien, il ne faut pas le dire ainsi, ni aussi crûment. D'autant plus que les « Arabes » sont aujourd'hui parfois maliens ou roms ou afghans... Mais, au fond, c'est bien de cela qu'il s'agit. En annonçant, lundi, le prochain lancement d'un « grand débat » dont l'agora sera la préfecture et la sous-préfecture, Éric Besson entreprend une opération de diversion somme toute classique. On se souvient de la douloureuse affaire du voile islamique en 2003 et 2004. Encore avait-on circonscrit l'offensive à l'école. L'entreprise, cette fois, est de plus grande ampleur. Il ne s'agit plus de faire la leçon à quelques adolescentes, mais d'apprendre à être de bons Français à des femmes et des hommes de tous âges, et souvent éprouvés par la vie. Le débat, nous dit-on, sera alimenté par un rapport parlementaire sur *le « respect des symboles de la République »*. Le ministère de M. Besson précise que la question « *Qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui ?* » devra être posée « *à chacun* ».

L'opération ne serait pas à l'évidence motivée par des arrière-pensées aussi sordides, que notre curiosité serait mise en éveil. Oui, qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui ? Nous avons hâte de le savoir. Et de connaître celui qui va nous le dire avec assez de morgue pour croire en une réponse instituée. Comme il se doit dans tout bon débat national, « *des propositions seront soumises, en particulier sur la place des symboles nationaux* ». Nous citons toujours ici le communiqué officiel du ministère, lequel nous fournit un début de réponse : il y aura par exemple « *obligation pour l'ensemble des jeunes Français de chanter, au moins une fois par an, l'hymne national* ». Être Français, ce sera ça ! On pourra allégrement trahir ses amis, instrumentaliser le racisme, jouer avec les peurs et les fantasmes de ses contemporains, collaborer idéologiquement avec l'extrême droite, fouler au pied ses engagements de jeunesse, à condition de chanter une fois par an *la Marseillaise*. Si l'on s'y prend bien, on peut, en une ou deux générations, construire une nation de parfaits salauds, dépourvus de toute morale personnelle, mais connaissant admirablement notre hymne national. Et, bien plus vite que cela, la France peut devenir un fortin hérissé de chevaux de frise, une machine à expulser et à exclure, un pays gorgé de suffisance et de nationalisme. Et que fera-t-on des « mauvais Français », ceux qui répondront mal aux interrogatoires identitaires ou qui chanteront faux *la Marseillaise* ? Dans quelle catégorie administrative va-t-on les répertorier si, par malheur, ils ne peuvent être rien d'autre que français ?

M. Besson croit-il que les « collabos » de 1940 n'étaient pas instruits de ce civisme que l'on enseignait aux blouses grises de la Troisième République ? Croit-il que les tortionnaires de la bataille d'Alger ignoraient *la Marseillaise* ? Ou bien les valeurs de la résistance, et parfois de l'insoumission, lui paraissent-elles inférieures à celles qu'il se pique d'imposer ? Évidemment, tout cela serait ridicule si ce n'était dangereux. Le problème n'est pas que des

historiens et des sociologues réfléchissent à la question. Inutile donc, pour mieux se vautrer dans le piège tendu par la droite, d'invoquer, comme le fait une certaine gauche, les mânes de Fernand Braudel ou de Marc Bloch. Leur pouvoir d'historien était strictement d'analyse et de description. Ils n'étaient pas sous-préfets et n'affrétaient pas de charters. Le problème est, comme le dit Patrick Weil, lui-même historien, que « *ce n'est pas au pouvoir politique de décréter ce qu'est être Français* ». Mais, me direz-vous, je me donne bien de la peine pour répliquer à une manipulation dont les ficelles sont énormes. La vérité du « grand débat » de M. Besson ne tient-elle pas dans son calendrier : lancement le 2 novembre, conclusion et « colloque de synthèse » début février ? Nous serons alors à un mois des régionales. Les musulmans auront été sommés d'abjurer quelques-unes de leurs croyances ou de leurs pratiques. Le « communautarisme » aura été dénoncé. L'« autre » aura été jeté en pâture à l'opinion, qui aura réappris à avoir peur de tout ce qui ne lui ressemble pas. Et si la mèche prend, on aura relégué à l'arrière-plan la crise et le chômage assez de temps pour franchir l'échéance électorale. On peut évidemment envisager le problème sous ce seul aspect. Celui du cynisme d'une équipe toujours prête à brûler son « Reichstag ». Mais on peut aussi penser qu'il y a plus grave : un nationalisme de conviction qui hante une partie de la droite sarkozienne. Lorsqu'il affirme qu'il faut défendre « *la douce France* » créée par Charles Trenet en 1943, Frédéric Lefèbvre, porte-parole de l'UMP, ne se trompe ni de symbole ni d'époque.

P. S. Prenez connaissance du programme des Assises pour le changement, et inscrivez-vous.

N. B. Un lecteur me fait observer que, lorsque j'écris (dans mon dernier édito) : « *Nous n'en sommes pas là ! Voir* », il ne s'agit pas du verbe voir mais évidemment de l'adverbe voire (signifiant « et même »). Au cas où la question figurerait dans un test d'identité nationale...

Le mythe de l'identité nationale

Dr. Ivan COLOVIC

L'identité nationale n'est pas un mythe. Mais, il y a un mythe de l'identité nationale. Ou plus exactement, il y a des mythes de l'identité nationale. Ils font partie, et sont une partie importante, des mythologies politiques développées depuis la création des nations dans le sens moderne du terme c'est à dire depuis la création des nations dans le sens moderne du terme , c'est à dire depuis le début du XIXe siècle. Ces mythes politiques pour une part représentent une des formes d'expression de l'imaginaire politique et social, qui s'expriment aussi dans les rituels et cérémonies politique, tels étendards, blasons, hymnes, emblèmes, dans la poésie et dans l'art dites patriotiques, dans les manifestations populaires et sportives, dans les funérailles ou les commémorations des grands hommes, de nos héros et nos ancêtres.

La mythologie politique, y compris les mythes sur l'identité nationale, fait l'objet des recherches scientifiques dans le domaine de quelques sciences de l'homme, notamment de l'histoire politique, de l'anthropologie, de la sociologie politique dans l'étude de la

psychologie de masse. Certains ouvrages et certains auteurs se sont tout particulièrement distingués par la qualité et la finesse de la réflexion sur la mythologie du nationalisme. Je citerai ici seulement les noms d'Eric Hobsbaum, d'Ernest Gellner, d'Antony Smyth, d'Etienne Balibar, de Raoul Girardet, d'Ulrich Bielefeld, de Philippe Lacoue-Labarthe, de Jean-Luc Nancy, de Claude Lefort, de Slovoj Žižek, et d'Ivo Žanić.

Pourtant, mon intention ici n'est pas de vous proposer un résumé des différentes recherches et réflexions sur les mythes de l'identité nationale. Je ne vais pas, non plus, vous présenter les résultats de mes propres essais d'étude de ce sujet, bien qu'il apparaisse chez nous en Serbie et dans d'autres pays de la région.

Pour cette occasion, j'ai choisi de vous donner deux ou trois exemples de modes de construction et de fonctionnement du mythe de l'identité nationale dans le texte, c'est à dire dans le discours. Ces exemples sont tirés de la presse.

Voici le premier : Le directeur d'une sucrerie, a publié dans un quotidien un article sur la situation dans l'économie de son pays, qui commence par cette phrase : *"Après tout ce qui nous est arrivé, et que peut-être nous aurions pu éviter, nous sommes maintenant dans la situation de décider seul de notre sort, ce qui devrait nous donner une motivation supplémentaire dans nos efforts pour trouver notre propre voie de sortie de la crise et de nous intégrer dans l'économie européenne"*.

De qui relève ici le pronom **"nous"**, qui dans la phrase citée apparaît huit fois et lui donne son rythme incantatoire. Au nom de quelle pluralité parle notre directeur ?

A qui est arrivé ce qui aurait été préférable d'éviter ? L'énigme se résout bientôt. La suite de l'article montre que son auteur ne parle pas au nom de son usine, pas plus qu'au nom de l'industrie du sucre, ni même au nom de toute l'économie de son pays. Le nous qui est ici est encore plus grand. C'est un **"nous"** national.

Pour que ce **"nous"** national apparaisse, il lui suffit d'une simple opposition.

En effet, dans la grammaire très maigre du discours nationaliste identitaire le nous se trouve opposé à un ils ou un eux. Le ils est l'article réservé aux sujets extra-muros de notre communauté nationale, aux étrangers. Ces étrangers, il y en a ici deux groupes : les voisins, et les autres. Pour ce qui concerne les premiers, l'auteur de l'article, et avec lui moi, et nous tous et toutes intégrés dans le nous national, déclarons : *"Ceux avec qui, pendant des années nous avons construit, comme nous disions jadis, un futur meilleur, ils nous avaient trahis, bien que nous ayons ensuite réglé nos comptes avec eux"*. Ceci pour ce qui concerne nos voisins, pour passer aux autres étrangers, un peu plus éloignés.

Associés par le nous national à monsieur le directeur de la sucrerie et à tous les autres membres de ma nation, parmi les nations dans le monde, je ferai la distinction de *"nos amis de toujours"*. Mais je serais en même temps obligé de me rappeler que je suis aujourd'hui déçu de leur amitié et que désormais, dans la communication avec eux, je chercherai plutôt mon intérêt. *"Nous devons comprendre"*, dit notre auteur, *"que l'amitié entre les États est directement motivé, et le sera toujours par l'intérêt national"*.

Il est important de remarquer qu'ici l'opposition du nous du ils et du eux n'est pas celle dont parlent les linguistes quand ils expliquent le rôle fondamental de l'opposition en phonétique et en sémantique. L'opposition de nous et ici de eux n'est pas mise au service de la communication, mais au contraire au service de l'arrêt de la communication ou du moins au service de l'exclusion de la partie peut-être la plus importante de la communication, de la communication avec l'autre, de la communication ouverte, ou de l'hétéro-communication. Le discours natio-identitaire se situe dans un espace fermé, il se réduit à l'auto-communication rituelle.

L'exclusion de l'instance d'autrui, d'ils (d'eux) fonde l'auto-communication nationale, qui commence, qui vie grâce à cette exclusion. Cela vaut aussi pour l'instance de la première personne du singulier, de je (de moi). S'il est là, il est destiné à disparaître.

Toujours dans le même exemple, nous pouvons remarquer par quelle stratagème rhétorique l'auteur de l'article essaie d'empêcher l'apparition du moi du lecteur, et par là de diminuer la possibilité d'un rapport critique vis à vis des messages qu'il veut véhiculer. Il dissimule l'intervention du moi, parce que lui-même se prive, bien sûr réthoriquement, de son moi et se met au service d'énonciation des pensées prétendument communes. Son unique désir, dit-il, est "*d'ouvrir la voie de notre pensée et par cela d'éviter des illusions*". Donc il y aurait quelque chose comme une pensée nationale, un grand cerveau de la nation qui penserait à travers des petites cervelles individuelles, par exemple, celle de monsieur le directeur.

Un autre exemple va nous aider à regarder de près, c'est à dire dans le texte, comment le mythe de l'identité nationale fonctionne quand il s'exprime par l'image du corps national. Comme vous verrez, le nous national est cette fois-ci sortie moins de la grammaire que d'un fond d'images et de métaphores corporelles.

"Beaucoup de peau a été enlevé de notre dos", se plaint un écrivain, "les os sont nus. Bien qu'on nous avait crucifié comme jadis on avait fait avec le Christ, nous avons supporté le coup, la substance est bien sauvée".

Qu'est ce que cela veut dire ? Une lecture "**naïve**" est quelquefois révélatrice. Ici, nous lisons donc : La peau nationale a payé le prix pour que l'armature, pour que la substance nationale survive. Puisque la nation est ici imaginée comme un organisme vivant, peu importe à qui le sort avait réservé le rôle de la peau, pourvu que la substance soit sauvée.

Maintenant je passe au dernier exemple qui va nous aider à comprendre comment le "**nous**" national, bien que fondé sur l'exclusion d'eux et du moi, puisse s'élargir. En effet, il se déploie dans deux sens. D'un côté il s'étend dans le passé et tend à englober tous nos ancêtres. D'autre part, il cherche à s'élargir à partir des affinités religieuses ou ethniques. Une femme, auteur dramatique explique: "*Nous avons besoin de retourner au langage et à la culture de l'esprit slave qui vit en nous, et qui nous relie avec les temps anciens*". Pour mieux servir la cause de cet esprit panslave, elle aussi offre réthoriquement le sacrifice de son moi, de sa personnalité d'auteur. Puisque les vrais auteurs de ses ouvrages seraient les ancêtres : Dans ce sens "**conclut-elle**" je ne me considère pas comme auteur de cette oeuvre. Ce sont les générations qui ont existé dans le passé et qui maintenant s'expriment à travers "**nous**".

Donc nous voyons ici comment dans le mythe natio-identitaire le malheureux moi, le pronom je, meurt ou du moins se déclare prêt à mourir. On lui réserve ici deux possibilités : ou de disparaître tout simplement, de se laisser assimiler par le nous collectif national, ou de rester en vie, mais seulement pour témoigner sur impossibilité de l'indépendance de l'individu et sur la réconciliation avec le nous national, qui fait le bonheur de tous les fils prodiges de la nation.

Quand moi persiste, quand il gêne un peu trop, on l'accuse de ne pas être un vrai moi, mais de présenter un moi faux, un nous masqué. Et ce nous masqué est un nous étranger, ennemi. C'est pourquoi le mythe de l'identité nationale le je est toujours du mensonge et de la trahison.

Un des paradoxes du mythe de l'identité nationale consiste dans le fait que la rhétorique identitaire nationaliste s'élève au-dessus du moi individuel, bien que les sociétés dans lesquelles ce type de rhétorique est dominant sont en principe caractérisées par la présence des autocrates gonflés d'égoïsme.

En effet, le seul moi que le mythe de l'identité nationale mette vraiment en cause, c'est le moi critique.

L'« identité nationale » : un faux problème

Quelques mois après la création d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale », une première dans l'histoire de la République, l'historien Gérard Noiriel décrypte les usages politiques de la notion d'identité nationale depuis le XIXe siècle jusqu'à la campagne présidentielle de 2007.

Gérard Noiriel, *À quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille, éditions Agone, collection « Passé & présent », 2007, 154 p.

► Lire aussi : « [Parler d'autres langages que celui de la science](#) », entretien avec Gérard Noiriel [8-01-2008]

Cet ouvrage est le premier titre de « Passé & présent », la collection que le CVUH (le [Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire](#)) vient de créer aux éditions Agone. Fondé au printemps 2005, le CVUH regroupe des historiens, des chercheurs et enseignants du supérieur et du secondaire, préoccupés par ce qu'ils considèrent comme une « instrumentation politique de l'histoire ». Né au moment de l'adoption de la loi de février 2005 exigeant des enseignants qu'ils insistent sur le « rôle positif » de la présence française au Maghreb, ce Comité entend alerter les citoyens sur les détournements de la recherche historique en même temps qu'il se propose de réfléchir à la place et à la fonction de l'histoire dans notre société. Historien, Gérard Noiriel est directeur d'études à l'EHESS et président du CVUH. Il fait partie des huit historiens (sur douze membres) du conseil scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) qui ont démissionné de leurs fonctions officielles le jour même où a été annoncée la formation du « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale », le 18 mai 2007.

C'est cette question de l'« identité nationale », remise au centre de l'actualité politique pendant la campagne présidentielle, que Gérard Noiriel analyse dans ce bref mais dense petit livre. Sa réflexion est construite en deux volets complémentaires : un volet historique d'abord, montrant comment la logique identitaire, née au XIXe siècle, a depuis constamment alimenté les discours nationalistes ; un volet plus directement lié à l'actualité ensuite, visant à éclairer le débat politique contemporain.

L'histoire, rappelle-t-il d'abord, est à différencier de la mémoire. Les discours et récits mémoriels, depuis l'Antiquité et jusqu'à nos jours, ont pour mission de juger les acteurs de l'histoire. De son côté la communauté des historiens cherche à produire des connaissances « objectives », répondant à un idéal de vérité scientifique, afin d'expliquer (et non de juger) le passé. C'est donc en s'appuyant sur de nombreuses recherches historiques réalisées depuis trente ans qu'il démontre qu'il n'existe aucune définition objective de l'« identité nationale ». Depuis *Le Creuset français* (1988) jusqu'à *Immigration, antisémitisme et racisme en France* (2007) en passant par *La Tyrannie du national* (1991), Gérard Noiriel a lui-même fortement contribué à ériger l'immigration en objet d'étude et à remettre en question l'idée que la France aurait une « identité ».

Première idée fondamentale : la défense des identités nationales a d'abord eu en Europe au XVIIIe siècle un caractère progressiste. Ce fut d'abord le triomphe en France de la définition révolutionnaire de la nation en 1789 ; le terme est alors synonyme de « peuple » ou de « Tiers-État ». Dans les États allemands s'ajoute à la même époque une dimension culturelle, celle de la libération des cultures populaires, contes et traditions qui permettront l'élaboration d'une mémoire collective distincte de la culture savante et aristocratique. On sait le rôle que joueront en ce sens les frères Grimm quelques décennies plus tard.

En France, les premières définitions de l'identité nationale datent du XIXe siècle. Jules Michelet, défenseur de l'idéal de progrès des Lumières, y voit la « patrie de l'universel ». La fameuse conférence d'Ernest Renan en 1882, « Qu'est-ce qu'une nation ? », est en fait une intervention partisane contre l'Allemagne : il s'agissait en effet d'affirmer que l'Alsace-Lorraine perdue lors de la guerre de 1870, quoique de langue et de « race » allemandes, était bien française par l'histoire. C'est donc à cette lumière qu'il faut lire sa célèbre définition de la nation comme « la volonté de vivre ensemble ». Au cours de la Troisième République, la notion d'identité nationale trouve une définition juridique ; avec la loi sur le double *jus soli* couplée à la conscription obligatoire (1889), la « qualité de Français » et l'appartenance à l'État deviennent des enjeux politiques et économiques majeurs, d'autant plus qu'elles commandent l'accès à la protection sociale naissante. C'est à cette époque que le mot « immigration » s'impose dans le lexique.

Seconde idée fondamentale : pour comprendre l'affrontement qui a eu lieu sur la question de l'identité nationale entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal lors des récentes élections présidentielles, il faut remonter au débat qui opposa Maurice Barrès et Jean Jaurès. Barrès, montre ainsi Noiriel, en axant cette notion sur le thème de la « terre et des morts » et sur la défiance de l'étranger, en a élaboré une version conservatrice que la droite républicaine défendra jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. A ce « nationalisme » de Barrès (terme exempt de jugement de valeur et qu'il revendiquait lui-même) s'oppose le « patriotisme » de Jaurès : le thème de la défense de l'identité nationale y est ramené « sur le terrain privilégié

de la gauche, à savoir le terrain social » (p. 41). Comme Noiriel le souligne pourtant lui-même, l'appartenance de Jaurès à la SFIO, organisation internationale qui lutte pour le dépassement des États-nations, est peu propice à un réel engagement sur le terrain de la défense de l'intérêt national même s'il tente de le concilier avec les idéaux universalistes du mouvement ouvrier. On aurait donc aimé davantage de précisions, voire une argumentation plus solide pour étayer cette opposition supposée principielle entre un (mauvais ?) nationalisme de droite (Barrès-Sarkozy ?) et un (bon ?) patriotisme de gauche (Jaurès-Royal ?). La question est en effet suffisamment importante pour appeler une réflexion plus approfondie que ce simple renvoi à un clivage (par essence ? transhistorique ?) entre les valeurs de gauche et celles de droite. Gérard Noiriel se montre en tout cas très convaincant lorsqu'il analyse la réactivation, à partir des années 1980, des thèmes de l'immigration et de l'identité nationale dans le discours politique français, après que leur usage public eut été discrédité dans l'immédiat après-guerre. Il montre ainsi comment ces questions n'ont en fait jamais disparu, mais réapparaissent modifiées et travesties ; comment elles se déplacent et renaissent dans diverses revendications des années 1960 en France, mais aussi en Europe et aux États-Unis, par exemple dans la « réhabilitation des identités collectives dominées » (ainsi en France les mouvements de libération de la Corse, de l'Occitanie, de la Bretagne, etc.), les luttes des femmes, des homosexuels, des Noirs, etc. ; comment ensuite elles ont pu être reprises à la fin des années 1970, au moment où Valéry Giscard d'Estaing a lancé sa politique de rapatriement massif des immigrés et singulièrement des travailleurs algériens ; comment enfin elles revivent dans les discours racistes et xénophobes du Front national jusqu'aux thèmes politico-médiatiques actuels, la lutte contre les « communautarismes », la défense de la laïcité républicaine (entendons « française ») contre les envahisseurs (arabes ? musulmans ? islamistes ?), la guerre larvée contre « les-jeunes-des-cités », ces nouveaux barbares, ces étrangers (« ils manquent d'âme », proférait doctement un article de l'hebdomadaire *Marianne* durant les émeutes des banlieues en 2005, au moment où d'autres tentaient d'évoquer la violence sociale, politique et économique dont ils étaient victimes). Il faut citer ici ce beau passage du livre :

« L'antagonisme franco-allemand qui avait structuré le récit d'actualité entre 1870 et 1945 a ainsi été remplacé par un nouveau discours où le « nous » français apparaît constamment opposé aux « eux » islamiste. Le mot « communautarisme » s'est rapidement imposé pour nommer la nouvelle menace, fonctionnant comme une grille de lecture que les journalistes pressés par l'actualité peuvent facilement remplir chaque jour. Les musulmans sont ainsi apparus comme de nouveaux barbares, qui passent leurs journées à s'entretuer, fomentent des attentats terroristes, brûlent les voitures, dirigent le trafic de drogue, imposent le foulard islamique à leur sœur et violent les autres filles des cités. » (p. 61)

Comme le dit fortement Noiriel, il n'existe aucune définition de l'identité nationale qui soit acceptée par l'ensemble des chercheurs. La raison en est simple : ce n'est pas un concept scientifique, c'est une expression qui appartient au langage politique. Il ajoute plus crûment encore : la question de l'identité nationale telle qu'elle est apparue pour la première fois le 14 janvier 2007 dans le discours de Nicolas Sarkozy « est un "faux problème", une simple magouille électorale destinée à flatter les préjugés de la fraction la plus xénophobe de la population » (p. 126).

Il faut rendre hommage à ce petit livre qui ranime notre sens de l'histoire à une époque où l'on nous parle tant de « devoir de mémoire ». Bref rappel historique donc, pour finir : en 1881, une rixe impliqua à Marseille des Italiens, communauté fortement implantée dans le Sud-Est et présentée à l'époque comme « une nation dans la nation », une menace à l'intégrité nationale qu'il fallait éradiquer en obligeant ses membres à devenir français. Telle est en effet l'origine de notre fameux « droit du sol », réactivé par la loi de 1889 : pas plus généreux que le « droit du sang », qu'on présente volontiers comme raciste, il fut d'abord et avant tout une contrainte à l'intégration nationale. C'était avant la loi sur les tests ADN.

► Lire aussi : « [Parler d'autres langages que celui de la science](#) », entretien avec Gérard Noiriel [8-01-2008]

par [Evelyne Grossman](#) [08-01-2008]